

La République islamique d'Iran après la révolte de 2009

Je tenais d'abord remercier UPJB de m'avoir invitée à participer à cette soirée. La situation internationale, notamment avec les événements importants qui se déroulent en pays arabes et ailleurs, pouvait laisser craindre un affaiblissement de l'attention et du soutien au peuple iranien. Cette soirée nous rassure et témoigne de l'attachement profond au combat des peuples en Iran pour leurs droits et, leur liberté et la justice social.

Au printemps 2009, des millions de manifestants ont déferlé dans les rues iraniennes. Ils mettaient d'un seul coup en pièces une vision largement majoritaire dans le monde : celle d'une population profondément acquise au régime en place depuis 1979.

Pendant toutes ces années, existait pourtant un autre Iran qui avait commencé à être porté à la connaissance du grand public deux ans plus tôt avec le film *Persépolis*.

Le sort des femmes illustre bien ce profond décalage entre la réalité et la perception de celle-ci dans le monde. L'islamisation du droit familial et des droits des femmes "était censé, en particulier, maintenir les femmes dans leur rôle traditionnel de mère de nombreux enfants et d'épouse soumise". Il n'en a rien été : le nombre d'enfants par femmes est, par exemple, passé en trente ans de sept à moins de deux.

Si cette opposition au pouvoir absolu des religieux est restée pendant si longtemps souterraine, c'est uniquement parce que la moindre protestation publique devait faire face à une répression implacable.

On surnommait le dernier Chah d'Iran, à juste titre, « le boucher du Moyen-Orient » : en une quarantaine d'années, environ 500 prisonniers politiques avaient été exécutés.

Le nouveau régime islamiste, uniquement dans ses 10 premières années, et avec l'estimation la plus basse, a exécuté plus de 40 000 prisonniers politiques. Il y a aujourd'hui en Iran, beaucoup plus de prisonniers politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires que sous l'ancien régime. Une pratique de torture physique et psychologique beaucoup plus étendue, un respect des libertés politiques et des droits de l'Homme beaucoup moins grand et une forme de censure et de répression des libertés artistiques et intellectuelles beaucoup plus flagrante que jamais auparavant.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tels que le droit d'association, de négociation collective et de grève. Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux qui les réduisent officiellement au rang de citoyens de seconde zone. Elles subissent de plus en plus d'actes de violence et sont généralement considérées comme la « source principale du mal » sur la terre. L'homosexualité est punie de mort. Le régime mène une politique d'occupation militaire de leurs régions peuplées par les minorités nationales et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance.

Une telle violence s'explique fondamentalement par sa volonté d'éradiquer toute trace de la révolution de 1977-1979. La révolution iranienne de 1977-79 avait en effet été l'une des révolutions populaires les plus importantes du 20^e siècle, avec un degré incroyable de participation des masses.

Le clergé chiite était la seule force d'opposition disposant de seules structures d'envergure que la dictature du Chah ne pouvait pas démanteler. Il les a utilisées pour s'emparer en quelques mois de la totalité du pouvoir et éliminer toute opposition. Dans les années qui suivirent, le régime islamistes a emprisonné, torturé, exécuté ou contraint à l'exil les principaux militants de la révolution de 1979.

Loin d'être le porte-parole des déshérités, le pouvoir du clergé chiite a activement participé à un accroissement des inégalités sociales. Pendant la dernière décennie du règne du Chah environ 100 familles employaient la puissance d'Etat pour monopoliser l'économie iranienne tout entière. Elles sont aujourd'hui moins d'une soixantaine.

Aucune législation sociale ne s'applique dans les entreprises de moins de 20 personnes, qui emploient plus de 80 % de la force de travail, dont une majorité de femmes. Les patrons y sont, par exemple, exemptés de toute obligation de fournir une couverture sociale ou de justifier un licenciement. Des dizaines de milliers d'ouvriers attendent le paiement de leurs salaires pendant des mois.

Aujourd'hui en Iran la majorité de la population est officiellement sous le seuil de pauvreté. C'est pourtant un pays riches en ressources naturelles, ayant presque quadruplé ses recettes de ventes de pétrole au cours des 10 dernières années. Jamais le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres n'a été si grand. Avec 10 millions de chômeurs pour une population de 75 millions, quelques 15 millions d'iraniens vivent sous le seuil de pauvreté. Plus de 4.5 millions d'Iraniens disposent de moins d'un dollar par jour. La vente des reins ou d'autres organes est maintenant la plus grande source de revenu pour les pauvres urbains.

Malgré la répression, la résistance au régime n'a pas cessé sur place, ainsi que parmi les exilés. La fracture intervenue entre deux ailes du régime lors des élections présidentielles de 2009 a permis pour la première fois que celle-ci puisse s'exprimer massivement et ouvertement.